

« Dans notre programme, on ne vend pas du faux »

Tête de liste du Collectif citoyen Menton Autrement, Marjorie Jouen défend une manière différente de gérer les affaires municipales, avec d'autres priorités et davantage de concertation.

Les dernières semaines ont été une confusion de sentiments pour les membres de « Menton autrement ». Entre stress, incertitudes et grands espoirs. Mais c'est un fait : il y aura bien une liste citoyenne – déposée en préfecture dans les derniers instants – aux élections du 30 janvier et 6 février prochains. La tête de liste, Marjorie Jouen, explique la démarche et les intentions du collectif qu'elle conduit.

Comment votre projet municipal est-il né ?

Nous avons saisi l'opportunité d'une guerre de succession inattendue pour faire un moment de démocratie. Nous avons ainsi basculé d'un collectif avec des idées associatives à un programme politique. La première étape à surmonter a été de réunir 41 colistiers. Nous nous sommes dotés d'une charte reposant sur quatre valeurs que nous avons déclinées au cours de plusieurs séances de travail : probité, démocratie, solidarité et écologie. On parlait du principe que si on voulait réunir du monde autour de nous, il fallait qu'ils connaissent le mode d'emploi et ce qui nous anime.

La charte comportait une originalité...

Nous souhaitions décider ensemble, par consensus, du nom des six premiers colistiers. Nous nous sommes donc fait signer les Cerfa pour se présenter sans savoir, à ce moment-là, qui était tête de liste. Nous avions juste convenu depuis un moment, au regard du contexte national et international, que ce serait une femme. Encore aujourd'hui, on délibère pour tout. Nous avions ouvert notre démarche à certains groupes politiques pouvant avoir des affinités avec nous, mais il y a eu un blocage sur ce point.

La liste « Réconcilions Menton » crie à l'usurpation du nom « Menton autrement ». Que répondez-vous ?

Le mot a été inventé par une des participantes du groupe qui s'est présenté aux Municipales de 2020, et qui n'est aujourd'hui sur aucune liste. Elle n'a revendiqué aucun droit d'auteur. Mais pour les membres de « Réconcilions Menton » ce n'était pas concevable qu'on ne connaisse pas les têtes de liste jusqu'au dernier jour. On ne les a pas chassés, ce sont eux qui sont partis. Ils étaient mus par d'autres impératifs, liés à leurs fonctions politiques.



Comme ses colistiers, Marjorie Jouen a une forte expérience associative. (Photo J.-F. Ottonello)

Qui compose votre liste ?

Il y a six professionnels de santé, trois chargés de communication, des professeurs... C'est un panel qui correspond aux âges et aux emplois des Mentonnais. En tant que citoyens nous avons eu plusieurs vies, nos parcours ne sont pas linéaires et c'est une force incroyable. Le fait que tous les membres du collectif soient engagés dans le milieu associatif permet d'avoir la certitude qu'ils savent travailler sur des solutions. L'expérience associative apprend par ailleurs à mener un travail collectif, à débattre, et à être dans l'action. Elle permet également une approche très pragmatique, ainsi qu'un souci de la transparence, de la clarté et de l'intégrité. L'objectif de la charte était justement de se prémunir contre les personnes qui ne seraient pas dans cette logique.

En quoi le refus d'être affilié à un parti peut-il être un atout ?

Nous ne sommes pas dans une mise en cause des partis mais on estime qu'autre chose peut se construire. Il faut plusieurs

données pour conduire une municipalité : des compétences techniques et administratives en interne, des idées et, au fil du temps, une capacité à ne pas rester sur son micro-territoire. Il est nécessaire de se projeter, de faire valoir les intérêts de la ville auprès de la Région, du Département, de l'État. Toutes ces choses-là, nous savons les faire en compilant les connaissances de chacun. J'ai moi-même travaillé de longues années à la Datar (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), devenue ANCT (Agence nationale de la cohésion des territoires). Alors les affaires publiques, on connaît.

Comment gérer « autrement » ?

Aujourd'hui, si on veut avoir des idées, il faut être enraciné sur son territoire. Il faut travailler dans les quartiers et amener les gens à se projeter. Tout en étant des

éponges à bonnes expériences développées ailleurs : Grenoble, Poitiers, Annecy et Mouans-Sartoux bien sûr. Dans un premier temps, nous nous sommes beaucoup nourris de l'expérience de Saillans. Pendant six ans, le conseil municipal de cette petite commune de la Drôme a fonctionné uniquement avec des citoyens. On a pu constater par leur exemple que ceux qui ont envie de se lancer dans de telles aventures ont pour point commun d'avoir un sérieux background professionnel et associatif.

Votre programme comporte dix grandes thématiques. Comment ont-elles été déterminées ?

Nous avons posé les jalons de notre programme avant même de savoir si nous aurions une liste. Nous sommes partis d'un premier texte et nous avons construit en pensant aux

priorités. Le problème majeur à Menton, c'est de se loger. Nous sommes dans le concept ce « ville du quart d'heure ». On peut avoir accès à de nombreux commerces et services en 15 minutes à pied mais la contrepartie c'est que la commune est dense. Et qu'il est dur d'offrir du logement. Mais des dispositifs existent, et on fait l'engagement de s'y mettre pour avancer sur le sujet. Pour chacune de nos mesures, on

« Pas question de jouer aux Pères Noël »

pense avec pragmatisme, on se concerte. On n'annonce pas qu'on rase gratis demain. Les choses sont bien souvent complexes, alors pas question de jouer aux Pères Noël. Nous ne vendons pas du faux.

Quel rôle pour les habitants en cours de mandat ?

Notre présupposé, c'est que toute bonne décision ne doit pas être inspirée que par les dires d'experts, mais aussi par les personnes concernées. On va tenir compte des enjeux d'environnement et de péurie, des nouveaux besoins en santé et éducation. Sur les gros projets, on veut beaucoup de concertation, de manière à prendre en compte les tenants et les aboutissants. On veut par ailleurs encourager à la création de comités de quartier et proposer des budgets participatifs. L'idée étant que la population choisisse à quoi 1 ou 2 % des investissements de la commune seront consacrés.

Quel changement souhaitez-vous impulser par rapport aux pratiques antérieures ?

Nous avons envie de rompre avec la culture du secret et de la méfiance. On veut ouvrir démocratiquement pour la qualité de vie de notre ville – pour ceux qui y habitent régulièrement, y travaillent et s'y distraient. Nous souhaitons travailler sur une nouvelle image de Menton. « Ma ville est un jardin » reste un enjeu mais il faut aller plus loin. Le décliner dans les commerces, les services proposés, la façon de se déplacer...

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALICE ROUSSELOT